

La famine, une arme de guerre en 2017 ?

SOMMAIRE

Edito

Maison du Monde

Acquisitions du centre de doc
Mouvement StopCorruption
Programme des Semaines
du Consom'acteur
Compte rendu
de l'AG de la Maison du Monde

Peuples Solidaires

Accaparement de terre :
la mobilisation paysanne
l'emporte contre POSCO

Méditerranée

Palestine-Israël : solutions à un Etat,
deux Etats
L'Assemblée Générale
d'Evry-Palestine

Economie au service de l'Homme

Travail, entreprise et finance

Café de l'actu

A la source du jasmin

Aux croisements du monde

L'arrêt des mots croisés

Agenda

La Lettre de la Maison du Monde

éditée par
La Maison du Monde d'Evry

Rédaction : Conseil d'Administration
509, Patio des Terrasses
91034 Evry Cedex

Tél : 01-60-77-21-56

Fax : 01-60-78-55-33

Email : contact@maisondumonde.org

site web : maisondumonde.org

Imprimé par nos soins

édito

Nous avons aujourd'hui le devoir d'alerter sur la famine qui sévit actuellement à quelques heures d'avion et à une onde de webcam au Yémen, au Soudan du Sud, en Somalie et au Nigéria où la famine s'installe à l'échelle du Pays, mais aussi ailleurs dans des villes ou villages de Syrie, d'Irak, d'Afghanistan...

Ignorés des tabloïds de la campagne présidentielle, ces drames se déroulent dans une indifférence quasi générale malgré les alertes répétées d'ONG présentes sur place et des Nations Unies depuis plusieurs mois. Ce drame devrait atteindre son apogée à l'été si nous ne faisons rien ou trop peu.

Actuellement les famines ne sont plus liées le plus souvent à des phénomènes climatiques, car à l'échelle de la planète cette nourriture existe... et peut être acheminée pour répondre aux urgences vitales.

Mais c'est aujourd'hui le cynisme des hommes qui en est la cause première. Il s'agit soit d'effets collatéraux de guerres et de conflits régionaux avec des civils trop souvent isolés par des groupes armés qui les prennent en otage en les empêchant de s'approvisionner et de circuler pour se nourrir. Mais pire encore, c'est en représailles de leur « tendance » religieuse ou du fait de leur refus d'allégeance, comme en Syrie, que des familles sont affamées. Enfin, ce ne sont parfois que des victimes collatérales comme au Yemen, où l'Arabie Saoudite, amie de la France qui lui vend des armes, affame la population.

Dans certains pays, la situation est très contrastée, masquée aux observateurs internationaux. Là, des populations « sont

punies » et affamées alors que dans le village voisin ou dans une autre ville d'autres sont symétriquement récompensées pour leur loyauté à un pouvoir, et même parfois par des distributions provenant de l'aide internationale. Ainsi à Damas aujourd'hui beaucoup d'habitants ignorent qu'à Alep ou dans des villages proches de cette ville, la population est affamée depuis 2014 et que des enfants et des femmes meurent de faim du fait aussi bien d'armées d'occupation que de bandes crapuleuses, comme en témoigne Samar Yazbek dans « Les portes du néant ».

Aussi maintenant, que fait-on ? Trop tard ? Trop peu de réformes de fond ou de messages d'alertes ont été diffusés pour mobiliser et endiguer cette vague de honte.

Ce qui s'annonce pourtant en ce printemps, c'est que vingt-huit pays d'Afrique ont besoin d'assistance alimentaire d'ici l'été... Et ce, au-delà des situations de famine avérée au Yémen, au Soudan du Sud, en Somalie et au Nigéria.

C'est pourquoi, à l'aube de ces Semaines du Consom'acteur, nous devons dénoncer et AGIR pour que l'aide au développement soit massivement réorientée vers les régions les plus vulnérables et soit en priorité affectée à l'agriculture et à la santé de base. Nous devons aussi soutenir, dans les pays appauvris et affamés, les voix qui s'élèvent contre la construction d'infrastructures pharaoniques comme ces autoroutes qui ne mènent qu'à des palais présidentiels ou servent des multinationales par un pillage des ressources locales au détriment de cultures vivrières nécessaires à la survie ou des populations locales...

Nous ne pouvons pas dire que nous ne savions pas !

évènement

Samedi 13 mai 2017 : Marché solidaire
sur la place des Terrasses d'Evry pour promouvoir l'économie sociale et solidaire.

Si vous souhaitez y tenir un stand ou nous aider à sa préparation, contactez-nous sur :

documentation@maisondumonde.org ou au 01 60 77 21 56

café de l'actu

Mercredi 14 juin à 18h30 à la Maison du Monde
« Quel accueil des habitants ? »

11 mois et 15000 kms à vélo de la France à la Turquie en passant par l'Europe du Sud
avec Elena Dalibot et Gaétan Dusart.

ACQUISITIONS DU CENTRE DE DOC

mars 2017

maison du monde

«Polygamie : la douleur des femmes»

Awa BA - livre – 2013

Résumé : "J'aimerais qu'on me présente une femme qui a "choisi" délibérément la polygamie sans y être contrainte, par une famille, les circonstances, la société, la tradition... Bien évidemment que les femmes subissent la polygamie, et que cette vie engendre pour elles de la douleur, de la tristesse, des drames. Bien sûr qu'elles s'en plaignent dès qu'elles le peuvent. Mais que dit-on aux femmes qui se plaignent? "Mougneul", c'est-à-dire "supporte", c'est l'empire de l'homme-roi."

Et c'est contre ce "mougneul", cette invitation au silence, que s'éleve l'essai d'Awa Ba qui, par-delà les discours de la tradition, met en lumière la réalité polygame et son cortège de souffrances – familiales, psychologiques, physiques... Et plus qu'une plaidoirie contre ce destin conjugal que l'on impose souvent à de très jeunes femmes, cet essai déterminé et sans concession pointe une pensée masculine intolérable, souvent hypocrite, égoïste et lâche, qui se cache derrière des principes qui, pour être séculaires, n'en demeurent pas moins archaïques et sources de violence. Un texte qui se veut enfin le moyen de lancer l'action d'EFAPO, association qui a pour but d'informer sur tout ce que la polygamie a d'effroyable et de mortifère.

«Accord UE-Turquie, la grande imposture : rapport de mission dans les hotspots grecs de Chios et Lesbos»
GISTI - fascicule - 2016

«Bienvenue à Calais : les raisons de la colère»
Marie-Françoise Colombani ; Damien Roudeau - livre - 2016

«Bilan du cadre d'intervention sectoriel (CIS) sur la sécurité alimentaire en Afrique subsaharienne»
COORDINATION SUD - fascicule - 2016

«De rêves et de papiers, 547 jours avec les mineurs étrangers»
Rozenn LE BERRE - livre - 2017

«Répondre aux questions qui piquent sur la dette et l'austérité»
CADTM LIEGE - fascicule - 2016

Visite de la Marche Nationale StopCorruption à la Maison du Monde

Camille Doucet, représentante de la marche "StopCorruption" partie d'Orléans en direction de Paris... a contacté la Maison du Monde pour demander si la marche pouvait être accueillie par la MdM le vendredi 14 avril.

• Après vérifications sur cette démarche que nous ne connaissions pas... et qui s'est avérée être une suite donnée à la « marche des jours heureux » et que nous avons accueillie quelques mois plus tôt, notre réponse a été positive.

• Aussi le vendredi 15 avril au soir, autour d'un repas partagé en commun, nous avons débattu avec ces forts sympathiques marcheurs sur ce grave problème qu'est la



corruption qui mine la vie politique en France, parfois jusqu'à certains sommets comme cela a été tristement rappelé lors de la campagne présidentielle.

• A cette occasion, Philippe Pasco, auteur de notamment « Pilleurs d'Etat » est aussi venu un moment rencontrer les marcheurs et militants associés à cette marche.

• A la suite de cette soirée, 5 de ces marcheurs ont été accueillis pour la nuit chez des militants d'Evry.

• Ils sont repartis le lendemain à onze d'Evry en direction de Juvisy...

• Et en ce qui me concerne, je les ai retrouvés le dimanche, lors du point d'orgue de leur marche interpellative au pied de la statue de la place de la République, partageant mon temps avec une autre manifestation, celle

de soutien aux prisonniers palestiniens qui venaient ce 16 avril d'entamer une grève de la faim... dans les prisons israéliennes...

• Pour plus de détails pour ce mouvement « StopCorruption » suivre le lien... Je crains qu'il y ait sur ce registre encore quelques combats à mener... dans les années qui viennent si nous n'y prenons vraiment garde... et ce, quel que soit le Président sorti des urnes au deuxième tour des présidentielles... Mais bon, on peut toujours espérer des changements...

Myriam Heilbron

<https://mouvementstopcorruption.wordpress.com/2017/04/03/marche-nationale-stopcorruption-du-12-au-16-avril/>



Compte rendu de l'Assemblée Générale de la Maison du Monde

Samedi 18 mars 2017 de 14h à 18h

Les participants ont été accueillis dès 13h30 autour d'un café. Après un pointage des présents et des pouvoirs, le quorum a été largement atteint et l'assemblée générale a débuté. Myriam Heilbronn a présenté le rapport d'activité de la Maison du Monde. Cette présentation s'est déroulée sur la base d'un power point permettant un récapitulatif de l'année écoulée avec quelques focus sur les actions menées par et en lien avec les associations résidentes. Puis a été présenté le bilan financier de l'année 2016 et enfin le rapport d'orientation avec votes et ensuite l'élection du conseil d'administration de l'association.

Patrick Champeaux pour le Centre de documentation RITIMO a présenté ses actions au niveau local et départemental avec les écoles primaires, les collèges et l'université d'Evry Val d'Essonne. Comme les autres années il a constaté la faible fréquentation des étudiants au centre de documentation mais des contacts plus ouverts avec des établissements du second degré ont permis des avancées. L'objectif pour 2017 est de démultiplier les partenariats enclenchés et de les renforcer au niveau de l'université.

Quant aux étudiants ils ont été actifs dans le montage d'évènements en partenariat avec la Maison du Monde grâce à une présentation faite comme tous les ans à l'université en début d'année

Par rapport aux réalisations 2016 relevons quelques points :

- Le livre sur les 30 ans, travail porté par une commission et surtout Veronica Da Cruz embauchée pour ce travail en CDD, est en voie de finalisation de préparation mais nous sommes en négociation pour un maquetage finalisé et un éditeur.
- Les Cafés de l'Actu se sont déroulés comme les années précédentes le premier mardi de chaque mois à la Maison du Monde autour de thématiques d'actualité comme tous les ans. En 2016, il y en a eu 9.

• La lettre de la Maison du Monde qui a pour but de rendre compte de la vie de la maison du monde et des associations résidentes et de nos partenaires a fait l'objet de 10 publications en 2016. (Voir rapport d'activité).

Par rapport à nos événements annuels ou réguliers :

- Les semaines du Consom'acteur et le marché solidaire avec comme thème « Consommons autrement, consommons malin » avec la participation de nombreuses associations au marché solidaire qui a vu cette année une très bonne participation sur la place des terrasses et de nombreuses animations ...
- Le Mois des trois Mondes « Etre jeunes dans un monde incertain, quel engagement ? ». Nombreux événements ... Se reporter au rapport d'activité détaillé.
- Accueil de l'association "Les Jours Heureux", association issue du Conseil de la Résistance
- 4 conférences du Collectif Méditerranée

Au sein de la maison du monde se sont aussi tenues cette année, avec un accueil conjoint de Marie Ponroy pour la Maison du Monde, les permanences de la Cimade. Elles ont eu lieu deux fois par semaine hors vacances scolaires pour l'accès aux droits des étrangers ».

La boutique Artisans du Monde est aussi un lieu de vente et d'animation, mais avec une réorganisation des horaires d'ouverture du fait d'une faible fréquentation cette année.

Nous avons eu cette année un travail relationnel suivi avec les partenaires institutionnels tels que la municipalité, l'Université et aussi les services du Conseil départemental.

Parmi les perspectives de 2017 on notera la reconduction des événements des semaines du Consom'acteur avec le marché solidaire et le Mois des 3 Mondes. De même il a été prévu de faire évoluer La

Lettre, vu les nouvelles technologies et le départ de Michel Chesseron comme porteur de ce dossier dès juin 2017 « après de longues années d'un travail acharné ».

Nous avons aussi l'objectif de poursuivre l'évolution du site internet, de renforcer la vie inter associative, de reprendre la même organisation pour la gestion comptable et financière et de mettre en place 4 commissions : commissions finances (qui existait déjà), commission communication, commission recherche de financement et demandes de subventions, et enfin une commission animation et vie inter associative.

A l'issue de l'Assemblée Générale, le rapport d'activité, les orientations et le rapport financier ont été tous adoptés respectivement avec 1 abstention et 0 vote contre.

Les candidats qui se sont présentés au CA ont tous été élus sans vote contre et avec une abstention :

Ont été élus à titre individuel comme adhérents de la Maison du Monde :

Bertrand HEILBRONN, Françoise BORIES, François VAILLE, Myriam HEILBRONN, Jacques PICARD, Jacques LEONETTI, Christian MONGIN et Bernadette PARADIS.

Ont été élus en tant que représentants d'associations résidentes ont été élus : Josette PINEAU (EVRY PALESTINE), Mariama KANE (AMIS DE KAYE), Claude BESCOND (Artisans du monde), Marianne Chichery FAILLOT (AAMABA), Marc ALMERAS (DARE DARE), Yvette LEGARF (LIGUE DES DROITS DE L'HOMME) et Helin NUAGE (LES AMIS ANATOLIENS).

Compte rendu rédigé avec le soutien de Myriam Heilbronn par Diara Babou étudiante master1 de l'Université Val d'Essonne, Diara est actuellement stagiaire à la Maison du Monde avec pour mission la préparation des semaines du Consom'acteur.



LES ÉNERGIES RENOUVELABLES DANS L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE

Pour une majorité de Français, face au défi énergétique et climatique, consommer responsable signifie véritablement « consommer mieux » et surtout « autrement », en privilégiant les produits locaux, éthiques, moins polluants et écolabellisés.

C'est une bonne nouvelle. Car, producteurs ou consommateurs, nous sommes tous confrontés aujourd'hui au dérèglement climatique et au phénomène de l'effet de serre, risques majeurs qui pèsent sur l'avenir de la planète.

Aussi, c'est ensemble que nous devons évoluer vers des systèmes de production et de consommation plus économes et plus respectueux de l'environnement.

Les énergies renouvelables sont aujourd'hui une des clés pour gérer au mieux les ressources locales et développer l'activité économique sans hypothéquer l'avenir de la planète que ce soit, ici en France ou dans une Europe favorisée. C'est aussi d'une importance capitale dans les Pays du sud pour remettre de l'ordre dans le désordre que vivent ces oubliés de la croissance notamment en Afrique où plusieurs pays sont minés par une famine endémique. En effet, en facilitant l'accès à l'eau ou à l'électricité, les énergies renouvelables peuvent permettre à moindre coût, d'assurer une sécurité alimentaire par une production locale et de générer des revenus économiques pour un développement humain durable.

Quant à nous, ici, chaque jour n'oublions pas que « **L'énergie la moins coûteuse et la moins polluante reste celle que l'on ne consomme pas** ».

Samedi 13 mai à 12h

Inauguration des Semaines du Consom'acteur autour d'un pot convivial

Place des Terrasses – Evry

LES EXPOSITIONS du 13 au 28 mai :

« Chaque fois ça compte ! Les gestes et les investissements pour économiser l'énergie »

Editée par le Conseil régional et l'ADEME des pays de la Loire. Les 13 panneaux de l'exposition proposent de découvrir concrètement les actions possibles pour faire des économies et moins polluer : les gestes, les réflexes, les travaux utiles dans la maison, les achats malins etc.

Place de l'Agora - Evry

« Regards croisés sur l'économie sociale et solidaire »

Editée par la Maison des Citoyens du Monde de Nantes qui a souhaité donner une image de l'Economie Sociale et Solidaire (ESS) au niveau du secteur Solidarité Internationale. 27 associations présentent un projet qu'elles ont mené, s'inscrivant dans une démarche d'ESS. Les autres panneaux interpellent plus généralement sur les biens publics à l'échelle mondiale, les droits humains ici et là-bas, le développement et l'organisation rural etc.

Place de l'Agora et Maison du Monde - Evry

13 mai de 11h à 18h

Marché solidaire pour promouvoir l'économie sociale et solidaire.

Exposants : ACV, Artisans du Monde, A la Source du Jasmin, Evry Palestine, Coup de Pouce, Dare Dare, Les Amis Anatoliens, Les Amis de Kayes, Les Colibris, Les Incroyables Comestibles, Le Panier Saint Fiacre.

Projection de vidéos : « Fabrication d'un four solaire » / « Fabrication d'une marmite en aluminium » / « La pomme de terre génératrice d'électricité à haute puissance »

Restauration sur place possible par l'APDGF

Animation musicale avec BAKHAN SAEL

Place des Terrasses - Evry

Samedi 13 mai

Journée-valeur organisée par les 3 boutiques de la coopérative Biocoop BIOVIVEO dans le cadre de son 20ème anniversaire. Le but est de faire comprendre et partager avec ses clients les fondamentaux qui sous-tendent leurs activités : priorité aux produits locaux, engagement solidaire avec les producteurs du Sud comme avec ceux de nos régions, démarche active pour la réduction des déchets et la promotion en vrac et enfin une démarche écologique en général. Cette journée sera plus particulièrement orientée vers le Commerce équitable.

Boutiques de Soisy-sur-Seine / Montgeron / Athis-Mons



LES LIEUX PARTENAIRES

Médiathèque de l'Agora : 109, place de l'Agora – Evry

Biocoop BIOVIVEO : Centre commercial Les Meillottes – Soisy-sur-Seine

Biocoop BIOVIVEO : 38 avenue Jean Jaurès - Montgeron

Biocoop BIOVIVEO : 37 avenue François Mitterrand - Athis-Mons

La Maison du Monde d'Evry

509, patio des Terrasses – 91034 Evry cedex

Tél : 01 60 77 21 56

www.maisondumonde.org

contact@maisondumonde.org

Mercredi 17 mai de 18h30 à 20h30

Café de l'actu « Les Incroyables Comestibles »

Présenté par Marie-Anne RECROSIO du groupe Les incroyables comestibles de Bondoufle et de Lisses. Leur but : développer des espaces communs en Essonne pour des activités de jardinage, créer du lien social, des échanges de savoir et plus encore...

Maison du Monde – Evry

Samedi 27 mai à 15h

Projection-Débat « Les systèmes d'échanges locaux »

d'Emmanuel Laborie. Edité par le CNC. Un Système d'échange local (ou SEL) est un système d'échange de produits ou de services au sein d'un groupe fermé, généralement constitué en association. Ses membres échangent des biens et services selon une unité propre à chaque groupe. L'objectif est d'accéder à des échanges égalitaires et de tisser des liens.

Auditorium de la médiathèque de l'Agora - Evry

Samedi 27 mai à 16h

Projection « Au pays du bonheur national brut »

de Marie-Monique Robin. Niché au cœur de l'Himalaya, le petit royaume du Bhoutan refuse « la dictature du produit intérieur brut (PIB) » et de la croissance économique à tout prix, en proposant un nouvel indicateur de richesse : le bonheur national brut (BNB)

Auditorium de la médiathèque de l'Agora - Evry

Mardi 30 mai à 20h30

Projection « Food coop » de Tom Boothe, USA, VO

En pleine crise économique, une institution représente une autre tradition américaine : la coopérative alimentaire de Park Slope, un supermarché autogéré où 16 000 membres travaillent trois heures par mois pour avoir le droit d'y acheter les meilleurs produits alimentaires à des prix on ne peut moins chers.

Les Cinoches (Plateau) - Ris-Orangis

Accaparement de terres :

la mobilisation paysanne l'emporte contre POSCO



En début d'année 2017, la société POSCO a écrit au ministère de l'Industrie d'Odisha pour céder les terres que l'État lui avait allouées en 2005 afin d'installer une exploitation minière et un port commercial. L'installation de cette entreprise sidérurgique sud-coréenne menaçait les terres de milliers de familles, son retrait est une victoire pour toutes celles et ceux qui se sont mobilisé·e·s contre cet accaparement de terres.

Depuis 2005, des populations paysannes de l'État d'Odisha à l'est de l'Inde se mobilisent contre les projets de POSCO. L'installation de cette multinationale, dont le coût était évalué à 12 milliards de dollars, était une des plus grandes opérations d'investissement direct étranger (IDE) que l'Inde ait jamais connu. **Conséquence de ce projet : plus de 2000 familles ont été privées de leurs moyens de subsistance.**

4 000 familles mobilisées

Dès le début, 4000 familles se sont réunies contre le projet et ont mis en place le PPSS, un collectif local « anti-POSCO ». Le mouvement a entamé des manifestations pacifistes et démocratiques face à la répression violente des autorités (arrestations violentes, champs et maisons incendiés, brutalités policières contre des manifestant·e·s pacifistes...) qui visait à effrayer la population.

« Une victoire contre la fausse propagande »

.../...La lutte s'est intensifiée à partir de mars 2013 lorsque trois activistes du mouvement PPSS ont trouvé la mort, lors de l'explosion d'une bombe dans le village de Patana. Pour le PPSS, ce départ de POSCO « n'est pas simplement une victoire pour [leur] peuple [les Adivasis] mais plus largement c'est une victoire pour tous les paysan·nes, les pêcheur·se·s et les habitant·e·s des forêts qui se sont battu·e·s démocratiquement pour protéger leurs terres, leur mode de vie et leur environnement. C'est une victoire contre la fausse propagande, l'intimidation, les fausses accusations, et les menaces d'expulsion forcée ».

Un mouvement de soutien en France

Au début, la lutte contre le projet de la société sud-coréenne était peu médiatisée. Les activistes locaux avaient des difficultés à lutter contre ce géant

industriel soutenu par le gouvernement local. La présence de bénévoles de l'association SOL, dans cette région, a permis de faire parvenir l'information jusqu'en France. En 2012, SOL et ActionAid France ont participé à la création d'un mouvement de soutien en France avec d'autres ONG, suivi par la formation d'un collectif européen de soutien. Ces actions ont eu un impact en Inde en redonnant aux activistes un appui pour porter leur voix au niveau national et faire pression sur le gouvernement fédéral.

Depuis 2 ans déjà la construction était à l'arrêt mais les paysan·ne·s n'avaient pas encore pu accéder à leurs terres. Aujourd'hui, ce projet démesuré et impopulaire ne verra pas le jour ! Nous devons cependant rester mobilisé·e·s, jusqu'à ce que les accusations soient retirées et que toutes les familles dépossédées retrouvent leurs terres, ces terres qui leur appartiennent.

PALESTINE – ISRAËL : SOLUTIONS À UN ÉTAT, DEUX ÉTATS

« Un Etat, deux Etats... dix Etats, ce n'est pas notre problème ; ce que nous voulons aujourd'hui, c'est pouvoir vivre comme vous ici avec les libertés de penser, d'agir, de circuler... » : voici la réponse d'un étudiant palestinien à cette question lors des Huit Heures pour la Palestine.

En effet, nous avons l'habitude de dire que c'est aux Palestiniens de faire ce choix qui est l'objectif final d'un processus de règlement de ce conflit centenaire. Mais plus le temps passe, plus cet objectif final paraît lointain. L'objet de cette réflexion est d'essayer de faire le point sur les tenants et aboutissants de ces solutions, de décoder ce qui se cache derrière elles, leur viabilité et les intérêts en jeu.

D'abord retrouver ce qui définit un Etat. Depuis quand se pose le choix entre ces 2 options : un Etat pour 2 peuples (Etat binational) ou deux Etats ? Quels en sont les promoteurs ? Quelle est la situation actuelle, géopolitique et sur le terrain ?

1/ Parler de « solution » passant par la création d'un Etat de Palestine, cela renvoie à la définition de ce qu'est un « Etat » :

"Communauté de femmes et hommes, fixée sur un territoire propre et possédant une organisation d'où résulte pour le groupe envisagé dans ses rapports avec ses membres une puissance suprême d'action, de commandement et de coercition ». (d'après Carre de Malberg)

Autrement dit :

- a) Un territoire cohérent avec une continuité non entravée entre ses différentes parties éventuelles
- b) Une souveraineté identique sur tout ou partie de ce territoire
- c) Une régulation autonome des mouvements de sa population
- d) Une capacité à défendre son intégrité.

2/ La question des frontières

Historiquement, la Palestine était une province de l'empire ottoman dont les limites ont été retracées dans les accords « Sykes – Picot » en 1917 et ont évolué pendant plus d'une décennie après la première guerre mondiale avec, en

particulier, la création de la Jordanie. Dans cette entité ottomane et du mandat, vivait une population arabe de toutes les confessions mais unie par des cultures proches. Seule, la souveraineté complète manquait puisque de l'empire ottoman, la Palestine est passée sous le mandat britannique.

L'ONU a, le 29 novembre 1947, établi le plan de partage de la Palestine entre Arabes et Juifs sur des frontières bien délimitées quant aux pays avoisinants mais le tracé délimitant à l'intérieur la séparation entre les territoires dédiés à la population juive et arabe, Cisjordanie, bande de Gaza est resté flou et complexe accordant en fin de compte 56% du territoire à l'Etat juif et 44% aux Palestiniens. Le refus par les Palestiniens, en 1947, du plan de partage, et donc de la création l'Etat d'Israël, a impliqué que, pour eux, le problème de frontières avec un Etat juif ne se posait pas : un Etat palestinien ne s'envisageait que sur l'ensemble de la Palestine historique. La première guerre israélo-arabe, déclenchée suite à ce refus, a cependant rebattu les cartes localement aboutissant à une ligne d'armistice en 1948 appelée « ligne verte », modifiant déjà le tracé du plan de partage. Les différentes stratégies menées par l'OLP depuis la fin des années 50 ont pérennisé ce refus de partition de la Palestine, relayé aussi par les différents pays arabes, regroupés derrière le « front du refus : Syrie, Irak, Algérie, Sud Yémen, Soudan, Lybie, Soudan en 1977.

Du côté israélien, les dirigeants, depuis 1948, se gardent bien de définir la moindre frontière avec un Etat palestinien, n'ayant jamais abandonné le projet sioniste du « Grand Israël ». D'ailleurs, ils ne respectent pas plus les frontières avec les pays limitrophes, considérant comme acquises les annexions de la guerre des 6 jours : le Golan aux dépens de la Syrie, la rive est du Jourdain aux dépens de la Jordanie et Jérusalem aux dépens du statut international accordé à la ville par l'ONU en 1947. Dans le même ordre d'idée, il a fallu d'énormes pressions américaines pour qu'Israël restitue en

1982 le Sinaï à l'Egypte, qu'il occupait et colonisait depuis 1967, soit 15 années, et il a fallu aussi une résistance acharnée des miliciens chiites libanais pour que l'armée israélienne quitte le sud Liban en 2000 après 22 ans de présence (« opération Litani » de 1978, dont un des buts cachés était de détourner les eaux du fleuve du même nom).

En dépit de tentatives de dépassement des antagonismes, notamment en 1967 par des représentants politiques du Mapam et du FPLP, tous deux d'obédience marxiste, qui avaient élaboré le projet d'une fédération socialiste supranationale laïque et démocratique où Juifs et Arabes jouiraient des mêmes droits, le problème « un Etat / deux Etats » est resté en suspens.

Ce n'est qu'après 1990, que le problème des frontières s'est réellement posé dans le contexte d'un nouvel axe stratégique palestinien s'ouvrant sur la diplomatie, à la suite des revers militaires au Liban et à l'exil des dirigeants palestiniens en Tunisie. Arafat voyant, à juste titre, que le temps jouait contre lui - puisque que l'OLP avait reconnu en 1988 les résolutions 242 et 338 de l'ONU - a accepté de reconnaître l'Etat d'Israël dans des « frontières » délimitées par la « ligne verte » de l'armistice de 1948-67. Cette énorme concession, qui ne laisse que 22% du territoire aux Palestiniens, la moitié donc de celui du plan de partage, a servi de base au lancement du processus d'Oslo.

Sur la question des frontières, il n'y a eu, de la part d'Israël, aucune réciprocité : Israël poursuit inlassablement, quel que soit le parti au pouvoir, une politique d'expansion territoriale : développement permanent de colonies, construction d'un mur de séparation empiétant largement au-delà de la ligne verte et le projet d'annexion pure et simple de la « Zone C » en Cisjordanie.

Aujourd'hui le constat est le suivant : le territoire dont disposent les Palestiniens est réduit à 10 % de la Palestine historique et, Israël ayant fait capoter le processus d'Oslo, toute négociation sur les frontières est rendue impossible.

Quant à la continuité territoriale, prévue aussi à Oslo, celle entre la Cisjordanie et la bande de Gaza est passée aux oubliettes et celle entre les « îlots palestiniens » des zones A/B en Cisjordanie est perpétuellement entravée par les check points de l'armée d'occupation et les « blocs de colonies ».

3/ Le peuple palestinien

Depuis 1948, le peuple palestinien subit une fragmentation du fait de la triple pression de la législation israélienne, de l'occupation et de la colonisation ; aujourd'hui on peut compter 5 types de Palestiniens qui très bientôt ne pourront plus avoir de relation entre eux :

- les Palestiniens israéliens, subdivisés en citoyens, « déplacés intérieurs », « absents présents », bédouins et druzes. (1.6 M)
- les Palestiniens de Cisjordanie, qui n'ont pas le même vécu selon qu'ils sont dans les différentes zones ou dans les différents camps de réfugiés de 1948 et 1967 (1.8M)
- les Palestiniens de Jérusalem-Est (300.000)
- les Palestiniens de la Bande de Gaza, sous blocus depuis 10 ans et soumis à des assauts meurtriers de l'armée israélienne. 80% sont des réfugiés qui vivent aussi dans des camps (2M).
- les Palestiniens réfugiés dans les pays arabes depuis 1948 : ils sont essentiellement au Liban, en Jordanie et en Syrie, vivant aussi dans des camps depuis 1948 (2M).

On peut ajouter à ces catégories les Palestiniens de la diaspora, disséminés, surtout après avoir été chassés en 1991 des pays du Golfe, dans les différents pays occidentaux, l'Amérique du Nord et l'Australie (1M).

Pour Pierre Stambul, cette parcellisation du peuple palestinien est dans l'essence du colonialisme israélien qui veut la terre sans ses habitants.

4/ Comment, dans ce cadre, pouvoir évoquer un Etat souverain palestinien garant de l'intégrité de leur terre, de leurs droits et de leurs biens ?

Puisque c'est le contraire qui est à l'œuvre : l'échec d'Oslo a fait éclater l'OLP qui aurait pu remplir ce rôle ; sous

perfusion de fonds européens, l'« Autorité » palestinienne l'assure partiellement en Cisjordanie, le gouvernement du Hamas, sous perfusion qatari, à Gaza ; les réfugiés des camps en Cisjordanie, à Gaza et aussi dans les pays arabes survivent grâce à l'aide internationale (UNWRA) mais sont sans représentations politiques.

Par contre, on assiste à l'hégémonie du contrôle israélien, dans tous les domaines mais surtout sur la gestion des ressources (l'eau en particulier), sur l'économie, sur le contrôle des populations, sur la sécurité du territoire : police et armée.

Pourtant, les promoteurs de cette option : ONU, Europe et USA en tête (au moins jusqu'à la fin du mandat de B. Obama), continuent à la mettre en avant (cf. le discours de John Kerry de décembre 2016 au Département américain et les conclusions de la Conférence de Paris sur la Paix du 15 janvier 2017 en présence des représentants de 70 pays). Ces puissances « prennent en otage » l'Autorité Palestinienne dans cette promotion sans ne jamais faire aucune pression sur le gouvernement israélien pour qu'il modifie sa stratégie d'annexion territoriale, d'entrave à la vie des Palestiniens et à l'émergence de structurations étatiques. De plus, la plupart ne sont pas favorables à – ou ne font rien pour – la reconnaissance d'un Etat Palestinien !

Un Etat palestinien : est-ce une chimère que l'on agite devant nos yeux pour ne pas voir la réalité et plus le temps passe, plus cette option devient impossible ? La réponse n'est pas simple. Car beaucoup de Palestiniens pensent que la reconnaissance et la réalisation d'un Etat est une solution indispensable pour reconstituer la société palestinienne et pour aller éventuellement plus loin : un Etat binational.

C'est aussi l'avis de Nadia Hijab –directrice d'Al Shabaka et maître de conférences à l'Institut des Etudes Palestiniennes – dans un article du 15/02/17 « Ne pas lâcher prise sur la Ligne verte : c'est le talon d'Achille d'Israël ».

5/ La « solution » à un Etat ou à un Etat binational n'est pas une idée récente ; ce qui a changé, c'est la couleur politique de ses portes-voix, et donc de la définition même de cette option.

En gros, ce qui était une idée « de gauche » originellement palestinienne est en train de devenir une idée de l'extrême-droite israélienne. D'un Etat commun laïque et démocratique, qui était l'idée du FPLP et du Mapam , reprise par Edward SAID, en 93 - en désaccord avec le processus d'Oslo – puis par Eric Hazan et Eyal Sivan (auteurs d' « Un Etat commun, entre le Jourdain et la mer » Ed. La Fabrique, 2012), et plus récemment encore par Avraham Yehoshua, écrivain et intellectuel et Gidéon Levy, journaliste à Haretz, nous passons à la notion d'un Etat unique à plusieurs vitesses, avec des droits différents selon que l'on est juif ou arabe – copie presque conforme de la réalité d'aujourd'hui - prôné par Naftali Benett (ministre israélien de l'éducation nationale). Bien sûr, nous pouvons nous inquiéter quand Donald Trump annonce, en janvier dernier et en présence de B. Netanyahu, que la solution à deux Etats ne s'impose plus !

Pour Vincent Lemire, historien, spécialiste de l'histoire de Jérusalem, cette option binationale est un concept fourre-tout, utilisé de manière très ambiguë dans un contexte où les lignes politiques ont explosé. Il se heurte à deux verrous : l'horizon démocratique et l'horizon démographique, thèse développée aussi par J. Kerry plaidant pour deux Etats séparés.

Dans l'option Etat unique : s'il est démocratique, la population juive sera assez vite – au bout de 15 à 20 ans - minoritaire et les Juifs perdront assez vite le contrôle de l'Etat ; s'il s'agit de créer un Etat Juif, il s'installera un régime d'apartheid et pas de démocratie.

« Finalement, avec les victoires diplomatiques récentes (UNESCO, ONU), la démographie est la seule stratégie qui s'est révélée payante pour les Palestiniens » conclut V. Lemire.

Seul un « retournement de l'Histoire » - par exemple l'abandon par Israël de la politique coloniale, de l'occupation – peut permettre de sortir de ce dilemme.

Pierre Langlois

Assemblée Générale d'Evry Palestine

L'Assemblée Générale d'Evry Palestine s'est tenue samedi 25 mars à la Maison du Monde. Outre les adhérents, des élus du Conseil Municipal d'Evry étaient présents, dont le 1er Adjoint au Maire.

La séance a débuté par la projection du film « Gaza : la grande évasion » ou comment Suleiman Baraka, un Gazoui astrophysicien de profession, ayant exercé au sein de la NASA et représentant local de l'UNESCO, décide de rentrer vivre à Gaza et de mettre sa science au service de la paix. Son objectif est de montrer aux enfants de Gaza que le ciel n'est pas seulement source de destruction et de mort.

Après un exposé de la situation en Palestine qui ne cesse de se détériorer dans un contexte international défavorable, le rapport d'activité 2016 a été présenté, illustré par des photos de nos mobilisations, actions et réalisations, parmi lesquelles :

- **Le cycle de formation « Connaître et comprendre – une histoire des Palestiniens »** organisé par L'Olivier AFPS Corbeil-Essonnes, en partenariat avec l'IReMMo : notre participation active à cette initiative nous a permis d'accueillir des conférenciers de qualité, tel Dominique Vidal à Evry. Ce cycle totalisant une demi-douzaine de conférences a été clôturé en juin par une soirée festive et culturelle à Corbeil-Essonnes, en présence d'Elias Sanbar, Ambassadeur de Palestine à l'UNESCO et écrivain.

- **Liberté pour l'action citoyenne** a donné lieu à des rassemblements, l'un devant la Préfecture de l'Essonne et un autre sur la place des Terrasses, auxquels se sont joints des associations du Collectif Palestine en Essonne.

- **Les campagnes BDS** se sont poursuivies en direction de deux magasins Carrefour du département, avec signatures par les clients de cartes pétitions.

- **Blocus de Gaza** avec rassemblement sur la Place des Droits de l'Homme pour soutenir l'opération « Bateau des Femmes pour Gaza ».

- **La soirée de solidarité** témoignant de notre volonté d'ouverture vers les quartiers d'Evry. Cette soirée a été le résultat d'un travail conjoint entre Evry Palestine et la Maison de Quartier Evry Sud.

- **Les expositions** que nous réalisons à l'occasion de nos Huit Heures en collaboration avec la photographe française Anne Paq. Ces expositions, au nombre de 8, tourment en régions grâce aux locations aux groupes locaux AFPS ou autres associations.

- **Les Huit Heures pour la Palestine** auxquelles se sont ajoutés, sur la même thématique – la jeunesse en résistance, entre révoltes et espoirs – deux autres événements, projections de films, le premier en partenariat avec la FSU, le second organisé par l'Olivier.

Les Huit Heures ont donné la parole à deux jeunes Palestiniens de Cisjordanie et Gaza

et à un jeune Israélien refuznik qui nous ont fait part de leurs inquiétudes pour l'avenir.

- **Le projet ludothèque** qui permet à des enfants du camp de réfugiés de Khan Younis de profiter d'activités ludiques et d'un soutien psychologique. Le

financement 2016 a été assuré par nos fonds propres ainsi que par la contribution d'autres Groupes locaux de l'AFPS et une subvention du CCAS des Industries électrique et gazière.

- **Notre présence militante**, c'est la tenue d'un stand information et vente solidaire un samedi sur deux, place de l'Agora à Evry.

- **Les partenariats** avec le Collectif Palestine Nord Essonne, les groupes locaux de l'AFPS en Essonne et le Collectif Palestine en Essonne (réunissant une trentaine de d'organisations politiques et associatives) pour les actions sur le département, avec la coordination Ile de France de l'AFPS et avec la Maison du Monde dont nous sommes association résidente.

Le **rapport financier** a ensuite été présenté. Il voit une augmentation des dépenses du poste « Projet ludothèque » du fait de la prestation d'excellente qualité fournie par l'association palestinienne Nawa. Soumis aux votes, les rapports d'activité et financier sont approuvés à l'unanimité.

Concernant nos **orientations pour 2017**, nous continuerons avec nos partenaires la **campagne « Boycott, désinvestissement, sanctions »** à l'égard des chaînes de distribution alimentaire, des banques et établissements financiers. Nous poursuivrons aussi nos actions concernant l'accord d'association Europe/Israël, les prisonniers politiques et le blocus de Gaza.

L'année 2017 sera marquée par l'évènement « **2017 / Justice pour la Palestine** » - avec trois anniversaires la déclaration Balfour de 1917, le plan de partage de la Palestine de 1947 et guerre de juin 1967 et qui donnera lieu à des actions sur le plan national et international. A Evry, nous organiserons une journée d'actions dans un espace public de la ville au cours du mois de juin.

Les **Huit Heures pour la Palestine** s'inséreront dans la thématique du Mois des 3 Mondes « **S'engager et résister par l'art et la culture** ».

Une incertitude demeure quant au lieu où elles se dérouleront, au cas où les

syndicats devraient effectivement quitter la Maison des Syndicats.

Notre dernière **mission en Cisjordanie** remonte à 2011. Une nouvelle mission sera organisée pour les adhérents à l'automne 2017.

Cette mission aura pour objectifs de découvrir la situation des Palestiniens (pour les militants qui ne sont jamais allés en Cisjordanie), de rencontrer des mouvements associatifs et d'effectuer des actions de solidarité (cueillette des olives...).

L'itinéraire, à construire, comprendrait Jerusalem, les villes du nord (Jenine, Naplouse), une ville arabe israélienne (Accre), le sud avec Bethlehem, Hebron et la vallée du Jourdain.

Nous souhaitons diversifier nos lieux et moyens d'intervention, en continuant notre **ouverture sur les quartiers**. Nous tâcherons de construire une nouvelle soirée de solidarité auprès une autre Maison de Quartier.

Nous inaugurons au mois de mai une nouvelle forme de rencontres avec le public sur une thématique définie à l'avance. La première de ces rencontres ouverte à tous aura lieu le mardi 9 mai et permettra la discussion autour de la question « **Israël – Palestine : un Etat, deux Etats ?** » <https://www.evrypalestine.org/Palestine-Israel-un-Etat-deux-Etats>

Notre réalisation phare, **la ludothèque**, est reconduite pour deux nouvelles années, avec un budget en augmentation. Une recherche de financements supplémentaires est donc nécessaire (demandes de subvention au Conseil Départemental, Conseil Régional, appel au crowd-funding...)

En ce qui concerne notre **communication**, nous continuerons nos parutions dans la Lettre de la Maison du Monde et nous relancerons notre infolettre en nous appuyant sur notre site. Nous effectuerons une information régulière à destination de nos élus.

Au terme de l'Assemblée Générale, un **nouveau Conseil d'Administration** a été élu, formé de 16 membres.

Evry Palestine
contact@evrypalestine.org
www.evrypalestine.org

Travail, Entreprise et Finance

sommes revenus à la situation décrite par Balzac vers 1830. Pour changer le rapport de force, il n'y a pas d'autre moyen que de changer le cadre.

Il faut redéfinir les missions de l'entreprise ainsi que la manière de voir et de compter. La finalité de l'entreprise, c'est de produire des biens et des services et de répartir les richesses issues de cette production.

Quels outils comptables pour piloter une entreprise ? Actuellement, ce sont le profit et la rentabilité qui structurent l'entreprise au service de l'actionnaire. Il existe d'autres grandeurs très efficaces pour le pilotage et beaucoup plus neutres : la productivité et la valeur ajoutée (VA ou différence entre la valeur de ce qui est acheté et la valeur de ce qui est vendu). La VA est utilisée en comptabilité nationale (c'est le PIB) mais pas du tout en comptabilité d'entreprises.

Il faut distinguer les droits à la propriété des droits issus de la propriété. Les premiers sont légitimes tandis que les seconds, s'ils permettent de décider de la vie des autres, ne le sont pas. Qui est propriétaire de l'entreprise ? Personne et surtout pas les actionnaires comme on cherche à nous le faire croire en permanence. Raisonement par l'absurde : si les actionnaires possédaient l'entreprise, ils posséderaient donc aussi les salariés de l'entreprise, ce qui aurait nécessité le rétablissement de l'esclavage ! L'entreprise n'est pas non plus la propriété de ceux qui y travaillent. L'entreprise n'appartient à personne, elle est une personne morale indépendante. Il y a quand même nécessité qu'elle soit dirigée et que sa direction soit améliorée pour prendre en compte les dimensions sociales et environnementales. Comment ? Il faut dépasser le rapport de subordination dans l'entreprise en injectant une grosse dose de démocratie, par exemple en ouvrant l'accès du Conseil d'Administration aux salariés. Tous les citoyens naissent libres et égaux en droit, il n'est pas normal que cette égalité s'arrête aux portes de l'entreprise.

Il faut bien être persuadé que le nouvel optimum social, démocratique et écologique de l'entreprise ne s'instaurera pas par de simples changements de comportements individuels qui deviendraient plus vertueux. Non, il faut changer les règles du jeu. Il faut redéfinir l'entreprise jusque dans le Code civil, il faut une intervention législative, c'est un choix politique et uniquement politique. Prenons l'exemple des banques. Leur objectif ne devrait être que de financer

l'économie réelle. Or, actuellement, comme ce sont les actionnaires qui imposent leur intérêt, leur objectif est de dégager du profit. Il faut donc les déprivatiser. Mais faut-il pour autant les renationaliser ? Le risque serait de voir les technocrates confisquer le pouvoir. L'idéal est de les socialiser, il faut établir un contrôle public en injectant de la démocratie. Il faut arriver à un système socialisé du crédit.

L'économie sociale et solidaire est un bel exemple de ce vers quoi il faut aller. Mais il paraît impossible que les SCOP croissent suffisamment dans les interstices du système pour arriver à le changer. Il ne suffit pas de changer dans du système, il faut changer le système lui-même. "Pour changer le monde, il faut changer les manières de faire voir le monde" disait Bourdieu...

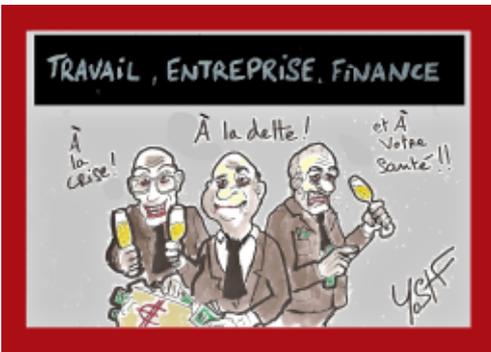
Arnaud Duverne est entrepreneur, président du réseau local d'entreprises OJML (Oui, je me lance). Il détaille le fonctionnement de l'économie sociale et solidaire, des SCOP et des SCIC.

Bruno Arasa est président du conseil d'administration de Helio-Corbeil. Il raconte son expérience et celle de Helio-Corbeil.

Françoise Davisse parle de la fin du conflit à Aulnay. Sur 220 grévistes, 180 ont quitté l'entreprise. Ça semblait très difficile de revenir à la chaîne après une expérience de lutte aussi riche. Elle souligne le problème des représentants syndicaux professionnels qui sont éloignés de la base par leurs occupations quotidiennes. Pour elle, le problème est moins l'entreprise que la réalité dégradante du travail.

La démocratie dans l'entreprise est sans doute la solution.

Jean-Yves Sage.



Le 24 mars, de 18h à 23h, au Bellevue de Corbeil-Essonnes, **les Amis de l'Humanité, les Amis du Monde Diplomatique et Attac Centre-Essonne** organisaient une conférence débat. Quatre-vingts personnes, a minima, ont participé à cet événement qui s'est révélé passionnant.

Le film, **Comme des lions** a ouvert la soirée. La réalisatrice, **François Davisse** était là et a présenté son film avant la projection et elle a répondu aux questions après. Quel excellent film ! La lutte des ouvriers de Peugeot à Aulnay fournit le plus solide des scénarios, les dialogues, les réunions et les manifestations produisent la meilleure bande-son. La détermination, le charisme et le réalisme des responsables syndicaux crèvent l'écran, c'est la fierté retrouvée de la classe ouvrière ! Quel plaisir de voir et d'entendre **Philippe Julien** et **Jean-Pierre Mercier** faire la leçon aux représentants de l'État parce qu'ils se laissent manipuler par les patrons de Peugeot, parce qu'ils ne font pas leur boulot de défendre le bien commun, la République...

Après une pause très conviviale autour d'un buffet sympathique, la conférence a repris.

Daniel Bachet est professeur d'économie à l'Université d'Évry, il a aussi travaillé au Commissariat général au Plan et comme consultant auprès de différentes entreprises. Il commence par un diagnostic objectif en faisant référence au film. Pour le moment, le rapport de force au sein des entreprises est asymétrique, il est structurellement favorable aux actionnaires et défavorable à ceux qui veulent préserver leur emploi. Les entreprises s'inscrivent dans un cadre qui a trois caractéristiques : 1) le libre échange : c'est la mise en concurrence, non des entreprises mais des systèmes sociaux et fiscaux. 2) la libéralisation de la finance : c'est le marché et non la puissance publique qui décide des taux de change et d'intérêt, 3) la gouvernance d'entreprise ("corporate governance") : c'est la prise du pouvoir par les actionnaires qui imposent des taux de rentabilité annuelle de 15 à 20 %. Nous



La société civile au service de la démocratie tunisienne :

Les associations

« A la source du jasmin » et « La voix de la femme »

Mardi 4 avril, la Maison du Monde a donné carte blanche à l'association évryenne « A la source du jasmin » (ASJ), créée en mai 2013 par Maryse Sfaxi, sa présidente, ainsi qu'à son association partenaire à Mahdia en Tunisie « La voix de la femme », avec la présence de sa fondatrice / présidente, Amina Soussi.

Le secrétaire-adjoint, Abder Sfaxi, a commencé par une **rapide présentation de la Tunisie**, pays de 11 millions d'habitants avec une densité de 67,1/km². Le chômage est de 15,4%, dont 30% de diplômés de l'enseignement supérieur. Le taux d'inflation est de 3,5% avec un budget déficitaire. Le PIB est alimenté en premier par les services, puis par l'industrie manufacturière et, en 3ème lieu, par l'agriculture.

La Tunisie compte 24 gouvernorats. Celui de Mahdia qui comprend 11 délégations est situé sur la côte Est, avec un littoral de 75 kms urbanisés et touristiques. Il s'étend en profondeur vers l'Ouest, région très déshéritée en raison surtout du déficit hydrique, mais aussi du manque d'infrastructures et d'équipements. La population représente 3,57% de la population nationale avec un taux d'analphabétisme de 20% et de chômage de 17,7%, supérieurs à la moyenne nationale. Par contre, l'électrification est quasi généralisée, ainsi que l'eau potable, quoique avec de fréquentes coupures. L'essentiel des exportations concerne les secteurs du textile et de la pêche.



A la source du Jasmin

Maryse a ensuite expliqué comment « La Voix de la femme » a été créée en avril 2011 au lendemain de la Révolution du jasmin par son amie Amina Soussi. Elle a vite compris qu'une adhésion ne suffisait pas. D'où l'idée de créer sa propre association, l'ASJ, pour soutenir La Voix de la femme. Pour ce projet, elle a mobilisé famille, collègues, amis ou voisins autour de valeurs communes : liberté, égalité, fraternité, démocratie et laïcité, lutte contre les discriminations, principe de mixité, soutien aux personnes dans la dignité et dans un but d'autonomisation et prise en compte du développement durable et solidaire. L'ASJ s'est donné pour objectifs de promouvoir les échanges de savoir-faire entre la France et la Tunisie, de mener des actions de soutien en France en valorisant la jeunesse essonnoise et de cofinancer des projets locaux en Tunisie. Ainsi, en découvrant que les femmes de l'association La Voix de la femme se réunissaient dans des granges pour organiser les actions de soutien en faveur de la femme rurale et des enfants, est né le projet de créer une « Maison de Quartier » dans la délégation de Chorbane, à l'exemple de



celles qui existent à Evry. Une convention a été signée avec La Voix de la femme, un partenariat établi avec la mairie d'Evry et le Conseil Départemental, et des actions menées en France pour trouver des financements. Celles qui ont été réalisées en 2016, à Evry, ont été présentées par le secrétaire de l'ASJ, René Dubouchaud : débat sur le statut de la femme en Tunisie et au Maghreb, suivi d'un diner spectacle, en partenariat avec la MQ Evry Village pendant la Semaine de la femme, un videgrenier à Bois Sauvage, un stand restauration à la fête des Loges et à celle des associations, et vente d'artisanat dans deux Comités d'entreprise ; en Loire-Atlantique, grâce à des liens familiaux, organisation d'une soirée théâtre à domicile, de la vente d'artisanat et de mobiliers scolaires.

La Voix de la femme

Après avoir rappelé combien le maintien des relations entre la France et la Tunisie, pays francophone, est importante, Amina a fait un petit rappel historique pour montrer le rôle important des femmes depuis la fondation de Carthage par la reine phénicienne Didon/Elyssa jusqu'à Alia Menchari, la première femme pilote et commandant de bord de Tunisair et de toute l'Afrique. Elle a rappelé le rôle déterminant de Bourguiba par la promulgation, le 13 août 1956, du Code du statut personnel de la femme, série de lois progressistes tunisiennes visant à l'instauration de l'égalité entre l'homme et la femme. Un statut qui donne à la femme une place inédite dans la société tunisienne et dans le monde arabe en général, abolissant la polygamie, créant une procédure judiciaire pour le divorce et n'autorisant le mariage que sous consentement mutuel des deux époux. Elle a insisté sur le rôle des femmes pendant la Révolution qui se sont mobilisées massivement pour chasser Ben Ali, pour contrer les islamistes d'Ennahdha qui voulaient inscrire dans la Constitution que la femme est le « complément » de l'homme, mais pas son égale. Elle a cité le courage de l'étudiante Khaoula Rachidi, appelée la « fille du drapeau tunisien », qui n'a pas hésité à escalader le mur de l'université pour arracher de haute lutte des mains d'un barbu le drapeau noir salafiste qu'il voulait faire flotter sur le toit. Elle a rendu hommage aux hommes qui défendent le projet d'égalité entre l'homme et la femme dans l'héritage. Elle nous a mis au courant de l'Appel lancé le 27 mars 2017 par une soixantaine d'associations pour que les femmes puissent épouser des non-musulmans.



L'association vise à :

- Maintenir les acquis de la femme tunisienne et les développer.
- Travailler sur l'encadrement des femmes rurales et leur intégration dans la société.
- Aider la femme rurale à développer des projets à sa portée lui permettant d'assurer une indépendance financière et améliorer le niveau de vie de sa famille.
- Soutenir la présence effective des femmes dans les structures politiques représentant le peuple tunisien et activer son rôle sur la scène politique.
- Encadrer les femmes rurales et les aider à prendre plus conscience de leurs droits et devoirs en vue d'être un acteur dans la société.

L'association organise des rencontres avec les femmes rurales pour les informer, les sensibiliser aux problèmes qui les touchent, concernant leurs droits, la santé, l'économie et l'éducation. Ces rencontres aboutissent à la création de microprojets dans le gouvernorat : élevage biologique de poules pour 20 femmes, élevage de vache laitière pour 4 familles, épicerie de quartier, magasin de vente de volaille, projet de couture pour 40 femmes... Elles sensibilisent aux maladies sexuellement transmissibles, au dépistage du cancer du sein. Un Numéro vert a été créé : 80101030 pour la femme victime de violence. Trois Maisons de Quartier (concept novateur « exporté » en Tunisie) ont été créées en vue de mettre à la disposition des femmes des ateliers de couture, un encadrement scolaire

et une salle d'étude, une bibliothèque, de l'initiation à l'informatique, des activités culturelles, un atelier de pâtisserie, des fournitures scolaires gratuites, etc... Ces structures connaissent un fort engouement car elles correspondent aux besoins de la population.

Un partenariat a été construit avec le gouvernorat de Mahdia, le ministère de la femme et de l'enfance, le bureau du travail, l'association transparence de Mahdia, l'association Pensée libre, la Cit'Ess, et, en France, avec le département de la Loire Atlantique et l'association ASJ. Une réunion de travail a été organisée avec le CD de Loire Atlantique en vue de la création à Mahdia d'un centre d'écoute et d'accueil pour la femme violentée. Et La Voix de la femme projette pour 2018 l'organisation d'un forum de la femme violentée.

Amina Soussi a terminé son exposé en citant un petit texte récité par un enfant de Mahdia lors de la visite de Maryse à la dernière Maison de Quartier créée, et quelques jours après l'attentat de Nice commis par un Tunisien :

« *La paix, c'est l'absence de haine entre les gens, l'absence de guerre, l'absence de conflit entre les hommes. C'est tout simplement la fraternité, la solidarité.* »

Michel Chesseron

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
I	V	O	L		I	B	A	D	A	N
II	O		O	R	G	A	N	I	S	E
III	I	M	P	U	N	I	T	E		T
IV	L	O	I		O		O	U	S	T
V	E	N	N	O	B	L	I		P	O
VI		D		P	L	A	N	A	Y	
VII	F	I	L	I	E	R	E	S		A
VIII	A	A	N		E	T	U	O	G	
IX	B	L	A	I	R		T	A	R	E
X	L		S	O		R	E	V	E	
XI	E	H	O	N	T	E		E	E	E

**SOLUTION DU N°150
LA CORRUPTION**

L'ARRÊT DES MOTS CROISÉS

Chers cruciverbistes,

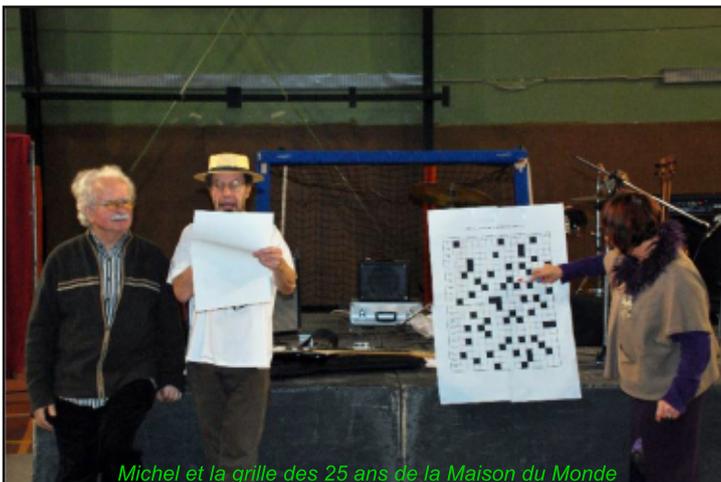
L'aventure des mots croisés a commencé en juin 1999. L'objectif était de mettre un peu de fantaisie dans une Lettre qui traite de sujets sérieux, en abordant ces mêmes sujets par le jeu. Mais le challenge n'était pas simple, car il consistait à présenter des grilles traitant chacune d'un thème en accord avec les valeurs énoncées dans notre charte : cultures, solidarité, paix. Pour ce faire, je me suis appuyé sur une certaine actualité du moment concernant des pays ou des événements importants. En somme, c'était comme une sorte d'édito ludique.

Les idées ne manquaient pas, mais la difficulté résidait dans la manière d'enchevêtrer des mots qui s'imposaient à moi et qui, au premier abord, n'avaient pas forcément de rapport avec le thème traité. Cela a été pour moi une expérience passionnante, mais qui me prenait chaque fois des heures de travail pour arriver à un résultat à peu près satisfaisant. Je ne cache pas le plaisir d'arriver à faire une grille où chaque mot apportait son message complémentaire aux autres pour traiter d'un sujet. Il me fallait beaucoup me documenter et surtout trouver les premiers mots qui, eux, me contraignaient à en trouver d'autres ayant l'initiale d'un autre mot relatif au thème traité.

Arrivé au 150ème, j'ai décidé d'arrêter à cause de la fatigue et de la difficulté de trouver et de traiter un thème chaque mois. Il y a un temps pour tout. Il n'est pas impossible que, pour les prochains Mois des 3 Mondes, je fasse des méga-grilles, je verrai le moment venu. Peut-être d'autres pourront-ils se lancer. En tout cas, je suis ravi que, depuis novembre 2016, deux jeunes, Yohann et Stéphane, nous gratifient de leurs dessins humoristiques sur des sujets sensibles. Un vrai bonheur pour moi et, je l'espère, pour les lecteurs de La Lettre. Je leur souhaite une belle carrière.

Je remercie toutes celles et ceux qui, au hasard d'une conversation, me disaient qu'ils appréciaient cette forme de jeu « solidaire », ce qui m'encourageait à persévérer. J'excuse les autres, car je comprends tout à fait que ce ne soit pas leur tasse de thé. L'essentiel, c'est que La lettre, d'une manière ou d'une autre, poursuive sa mission de sensibilisation aux valeurs qui construisent une société fraternelle.

Michel Chesseron



Michel et la grille des 25 ans de la Maison du Monde

SOLUTION DE LA GRILLE N°150 "LA CORRUPTION" page 11



agenda

Mardi 9 mai à 20h à la Maison du Monde

« **Palestine-Israël : un Etat, deux Etats ?** »

Rencontre/discussion avec Evry Palestine. Il ne s'agit pas de se substituer aux Palestiniens, mais de réfléchir sur les tenants et aboutissants de chacune de ces deux options

Du 13 au 28 mai

Les Semaines du consom'acteur

Thème : "La place des énergies renouvelables dans l'économie sociale et solidaire" (voir détails pages 4 et 5)

Samedi 13 mai à 12h

Inauguration des Semaines du consom'acteur autour d'un pot convivial

Place des Terrasses à Evry

Samedi 13 mai de 11h à 18h

Marché solidaire

"Pour promouvoir l'économie sociale et solidaire".

Place des Terrasses à Evry

Mercredi 17 mai

de 18h30 à 20h30 à la Maison du Monde

Café de l'actu

« **Les incroyables comestibles** »

Présenté par Marie-Anne RECROSIO du groupe Les incroyables comestibles de Bondoufle et de Lisses.

Mercredi 14 juin à 18h30 à la Maison du Monde

Café de l'actu : « Quel accueil des habitants ? »

11 mois et 15000 kms à vélo de la France à la Turquie en passant par l'Europe du Sud avec Elena Dalibot et Gaétan Dusart.